

Cneser : les syndicats interpellent la ministre, présente, sur les...

8-10 minutes

Plusieurs syndicats ont profité de la présence de la ministre Frédérique Vidal, lors du Cneser du 6 juillet 2021, pour l'interpeller sur le besoin de recrutements dans l'ESR. Certains ont rebondi sur la présentation des conclusions du rapport rendu par Françoise Moulin Civil, la semaine précédente, pour alerter sur le risque que la rentrée 2021 ne se fasse pas en 100 % présentiel : outre la volonté de plusieurs universités de mettre en place des dispositifs pour pouvoir assurer des cours en distanciel, le rapport encourage les établissements à monter en compétences sur l'hybridation.



Frédérique Vidal était présente lors du Cneser du 6 juillet 2021.
Droits réservés - DR - Compte Twitter de Frédérique Vidal (@VidalFrederique)

C'est une première en un an, d'après des syndicalistes. La ministre, Frédérique Vidal, était présente au Cneser (en visio) du 6 juillet 2021. Une présence "suffisamment rare pour être appréciée", pointe le Snesup-FSU. Pendant la matinée, les conclusions du rapport rendu, la semaine précédente, par Françoise Moulin Civil, ont notamment été présentées aux élus ([lire sur AEF info](#)). Pour l'occasion, plusieurs syndicats (Snesup-FSU,

Ferc-CGT et FO ESR) ont préparé une intervention pour réagir au contenu de ce rapport, mais aussi à l'annonce faite par la ministre de financer 19 000 nouvelles places dans l'enseignement supérieur, à la rentrée ([lire sur AEF info](#)). Avec, toujours, la même problématique pour les syndicats : le besoin de recrutement d'enseignants et d'enseignants-chercheurs. De son côté, le Sgen-CFDT ne mâche pas ses mots : "La CFDT ne porte pas un syndicalisme de la désespérance mais encore faut-il avoir des raisons d'espérer", déclare Franck Loureiro dans sa déclaration liminaire. "Solennellement, la CFDT vous demande d'entendre le cri de désespoir de la communauté universitaire. Sans réponse, ce cri de désespoir pourrait se transformer en cri de colère."

Recruter des enseignants pour encadrer les nouvelles places

Pour le Snesup-FSU, le rapport Moulin Civil "ne dit rien de la situation catastrophique dans laquelle se trouvent les formations dans les universités" et "ne dit rien du déficit chronique d'encadrement". Du côté de la CGT, on a pris connaissance du rapport avec une "profonde tristesse et une grande colère". "Il n'est question de création de postes que pour 'des ingénieurs pédagogiques et des techniciens audiovisuels' en soutien à l'enseignement à distance, il n'est question d'investissement que pour 'l'équipement de salles et d'amphithéâtres en moyens de captation efficaces'", déplore-t-elle. Recruter des enseignants et enseignants-chercheurs, c'est aussi la revendication portée par le Snesup-FSU, qui regrette que le rapport "encourage le recours au tutorat des étudiants par les étudiants eux-mêmes sans même évoquer les enseignants".

Par ailleurs, le Snesup-FSU réagit sur l'annonce, faite par la ministre, de financer des nouvelles places pour les étudiants à la rentrée : "C'est l'équivalent d'une université de taille moyenne. Où les met-on ? Qui les encadre ?" Selon la CGT, "les organisations syndicales de l'ESR estiment à 65 000 postes de titulaires le besoin de recrutement sur les dix années à venir et à 8 500 pour la seule rentrée 2021".

Le Sgen-CFDT est sur la même ligne concernant les besoins de recrutement : "Comment mettre en œuvre des préconisations qui relèvent souvent du simple bon sens alors qu'aujourd'hui un enseignant-chercheur, faute d'effectifs enseignants suffisants, doit

accomplir l'équivalent d'un service en heures complémentaires (celles-ci d'ailleurs toujours rémunérées moins qu'une heure normale de cours) ? Comment mettre en œuvre ces préconisations alors que les personnels des bibliothèques qui ont maintenu les locaux et les prêts d'ouvrages même pendant les confinements stricts, sont en sous effectifs ? Comment mieux accompagner les étudiants sur la construction de leur parcours de formation, d'orientation et d'insertion professionnelle alors que les services d'orientation et d'aide à l'insertion professionnelle sont eux aussi en sous effectifs ?", déclare le syndicat.

L'Unsa en colère sur les promesses non tenues pour les jeunes chercheurs

Au-delà des postes manquants d'enseignants-chercheurs, qui se chiffrent selon Sup'Recherche-Unsa à 1 600, le syndicat rappelle que le décret permettant de mettre en œuvre le dispositif d'indemnité compensatoire pour les chargés de recherche et maîtres de conférences n'a pas été présenté aux organisations syndicales : "Où en sommes-nous ? Nos collègues qui entreront en fonction en septembre prochain seront-ils rémunérés deux Smic ?", interroge l'Unsa dans sa déclaration liminaire.

"Réussir la rentrée c'est aussi rendre nos métiers plus attractifs et notamment redonner du temps aux chercheurs et enseignants-chercheurs pour qu'ils puissent se consacrer plus largement à leurs travaux de recherche' [...] Pour cela il faut aussi des emplois pérennes en nombre suffisant et pas des dispositions dérogatoires [...]" comme les chaires de professeur junior et les 'CDI de mission"', poursuit le syndicat.

Garantir une rentrée 100 % en présentiel

Le rapport rendu par Françoise Moulin Civil à Frédérique Vidal préconise de faire d'une rentrée en 100 % présentiel la "boussole", mais en prévoyant un scénario de "repli" en cas de remontée de l'épidémie. FO ESR estime, dans sa déclaration préalable, qu'il "n'y a aucun engagement" du MESRI "pour garantir la possibilité d'effectuer celle-ci à 100 % en présentiel". Et que "les signaux alarmants se multiplient, qui témoignent de volontés de modifier en profondeur l'enseignement universitaire et les missions des personnels des universités en pérennisant le 'distanciel'".

La place, dans le rapport, de l'hybridation des formations est par ailleurs abordée par plusieurs syndicats. Le Snesup-FSU regrette qu'au "chapitre du pédagogique, il n'évoque que le recours accru à l'hybridation des formations sans tenir compte du bilan désastreux des mois qui viennent de se passer".

Quant au Sgen-CFDT, il s'alarme du fait que rien ne soit fait pour "limiter les effets de l'aérosolisation, reconnue aujourd'hui comme premier vecteur de transmission du virus", faisant références aux "achats de détecteurs de CO2 ou à l'installation de système de filtration de l'air". Ces dispositifs "feront-ils l'objet d'incitations spécifiques et si oui ces investissements seront ils pris en charge par l'État ?", demande-t-il. Il pose aussi la question de "l'installation de centres de vaccination sur les campus pour la rentrée 2021 afin de faciliter l'accès au vaccin des étudiants et des agents".

Une manifestation devant le ministère

En parallèle de ce Cneser, un rassemblement a lieu devant le MESRI, ce 6 juillet, à l'appel d'une intersyndicale (FSU, Ferc-CGT, FO ESR, SUD-Éducation et SUD-Recherche EPST), pour dénoncer les "pleins pouvoirs accordés aux présidents d'université pour les recrutements" des enseignants-chercheurs ([lire sur AEF info](#)).

Dans sa déclaration préalable du Cneser, FO ESR cite cette mobilisation et dénonce "la multiplication des textes qui, en application de la LPR, visent à précariser tous les métiers de la recherche, y compris dans le secteur privé (CPJ, contrats de projets, pseudos CDI 'de mission' notamment), ou, avec le Ripec, à individualiser les rémunérations des enseignants-chercheurs et chercheurs, comme l'a fait pour les Biatss le Rifseep, dont nous demandons toujours l'abandon".

Dépêche n° 655331